Discours de José Manuel Barroso (Strasbourg, 21 juillet 2004)

Légende: Dans son discours du 21 juillet 2004, tenu à Strasbourg en session plénière, José Manuel Barroso demande au Parlement européen l'approbation de sa candidature au poste de président de la Commission européenne.

Source: José Manuel Barroso, Président-Désigné de la Commission européenne, "Bâtir un partenariat pour l'Europe", Vote d'approbation, session plénière du Parlement européen, Strasbourg, le 21 juillet 2004. [EN LIGNE]. [s.l.]: Commission européenne, [26.07.2004]. SPEECH/04/375. Disponible sur http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/04/375&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr.

Copyright: (c) Union européenne

URL:
http://www.cvce.eu/obj/discours_de_jose_manuel_barroso_strasbourg_21_juillet_2004-fr-55d7c964-d047-4901-8625-19324a585087.html

Date de dernière mise à jour: 03/11/2015

Discours de José Manuel Barroso, Président-Désigné de la Commission européenne, “Bâtir un partenariat pour l’Europe” (Strasbourg, 21 juillet 2004)

Vote d'approbation, session plénière du Parlement européen

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

C’est un privilège de me trouver aujourd'hui devant le premier Parlement démocratiquement élu de l'Union européenne élargie. Vous êtes les représentants de 450 millions d'Européens, et votre élection met fin à une partition d'un demi-siècle de notre continent.

Cette Assemblée symbolise la renaissance de la liberté et de la démocratie et leur extension aux quatre coins de l’Europe, de la Méditerranée à la mer Baltique.

Jamais auparavant il n’y a eu d’expérience telle que la nôtre: forger démocratiquement une union à partir des diverses et riches traditions nationales.

Nous sommes unis avec notre diversité à la fois nationale, régionale, culturelle, linguistique et politique.

En l’espace de cinquante ans, nous avons mis au point une façon nouvelle et unique de travailler ensemble. Mettant en commun des parties limitées de notre souveraineté pour faire face aux défis communs, nous avons montré que nos États-nations sont plus forts lorsque nous agissons ensemble dans les domaines où l’Europe offre les meilleurs résultats.

Veillons à ne jamais sous-estimer ce formidable accomplissement. Il nous faut être optimistes, clairvoyants et courageux pour l'avenir.

Notre modèle d'intégration a valeur d'exemple pour d'autres régions. Comme l’a dit Jean Monnet: «*la Communauté n’est qu’une étape vers les formes d’organisation du monde de demain.*»

Le 1er mai a marqué un tournant historique avec l’élargissement à dix nouveaux Etats membres. Nous devons maintenant nous employer tous ensemble afin que la réunification de l’Europe soit une réussite, pour garantir la prospérité, la solidarité et la sécurité de notre continent.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Je viens d’un pays qui a connu le passage de la dictature à la démocratie, un pays situé en périphérie de notre continent mais dont le cœur bat au centre de l’Europe.

Les valeurs en lesquelles je crois sont celles qui fondent notre Union:

- la liberté

- le respect des droits de l’homme

- la primauté du droit

- l'égalité des chances

- la solidarité et la justice sociale

J’ai pu constater les bienfaits de l’Union dans mon pays, comme j'ai vu que l’adhésion du Portugal avait enrichi notre Union.

Mes valeurs et mon expérience me permettront, si je reçois votre investiture, de jeter un certain nombre de

ponts à travers l'Union. C'est la raison pour laquelle, je le pense, j'ai reçu le soutien unanime du Conseil européen.

J'ai conscience que l'une des tâches principales du président de la Commission consiste à gérer les consensus dynamiques dont l'Europe a besoin. Notre Union a besoin plus que jamais d'une Commission forte et indépendante. Seulement ainsi l'Union pourra présenter des résultats qui se traduiront en avantages concrets dans la vie des citoyens.

Mobiliser l'Europe: répondre aux attentes

Ce sont ces convictions qui me poussent aujourd'hui à lancer un défi.

Je souhaiterais que, tous ensemble, avec les États membres, les partenaires sociaux, les entreprises et les citoyens dans toute l'Union, nous bâtissions un **partenariat pour l'Europe**. Un **partenariat pour la prospérité, la solidarité et la sécurité** dans notre continent.

En effet, c'est ensemble qu'il nous faut construire notre Europe. Nous devons joindre les actes à la parole, et plaider sans relâche en faveur de l'Union. Nos résultats seront notre meilleur argument.

C'est à nous de montrer aux citoyens que l'Union peut tenir ses promesses. De manière efficace et transparente. En même temps, nous devons aussi être conscients du niveau – européen, national ou régional – auquel il est préférable d'agir, en nous conformant pleinement au principe de subsidiarité. Nous devons bien réussir dans les domaines qui relèvent de nos compétences. Ceci veut dire que nous devons nous concentrer sur les objectifs qui sont importants pour nos citoyens.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

En bâtissant notre partenariat pour l'Europe, nous devons garder à l'esprit un certain nombre d'éléments.

Le plus gros obstacle à surmonter n'est pas l'euro-scepticisme de quelques-uns, c'est l'euro-apathie du plus grand nombre.

Nous devons être attentifs à ceux qui ont voté lors des dernières élections européennes.

Nous devons aussi entendre le silence de ceux qui, pour quelque raison que ce soit, ont choisi de ne pas voter.

Nos objectifs sont la prospérité, la solidarité et la sécurité. Et pour cela, nous devons atteindre des résultats concrets.

- L'euro, source de stabilité monétaire et d'investissements;

- Un marché unique qui stimule la croissance, la concurrence et l'emploi;

- Un modèle social unique qui protège les plus faibles et aide chacun à s'adapter aux changements;

- Des services publics de qualité, accessibles à tous à un prix abordable;

- Une approche durable aux questions environnementales ;

- et – c'est probablement le plus important – la paix et la stabilité dans notre région et au-delà.
Le mois dernier, nous avons mis la dernière main à notre traité constitutionnel. C'est aussi cela la véritable Europe: définir un idéal et s'adapter aux changements.

Ce traité consolide et simplifie l'Union, renforce notre assise démocratique en étendant les pouvoirs de ce

Parlement et en trouvant des moyens neufs pour donner davantage la parole aux Parlements nationaux et aux citoyens de l'Europe. Il rendra notre action plus efficace dans les domaines où une action commune est nécessaire.

Le nouvel enjeu, c'est la ratification. Il s'agira d'une phase cruciale qui verra s'engager une large discussion sur le type d'Europe que souhaitent les Européens.

La nouvelle Commission, ce Parlement et les Etats membres doivent être prêts avec des réponses. On doit plaider la cause de l'Europe et cela va constituer un énorme défi de communication. Pour gagner cet argument, nous ne devons pas avoir une approche technocratique. Au contraire, c'est de leadership et de courage politique dont nous avons besoin.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Parlementaires

Le partenariat que je propose doit par conséquent répondre aux préoccupations de nos concitoyens.

Aujourd'hui n'est pas le jour qui convient pour présenter un programme détaillé. Si j'obtiens votre appui, je veux d'abord discuter des pistes d'action possibles au sein du Collège et puis avec vous et avec le Conseil.

Le nouveau traité constitutionnel prévoit déjà que nous fixions ensemble nos objectifs. Si ma désignation est confirmée, je vous soumettrai ainsi qu'au Conseil, au début de 2005, des propositions sur les priorités stratégiques globales qui guideront notre travail dans les années à venir.

Un tel programme de travail - un programme de prospérité, de solidarité et de sécurité - devra s'attaquer aux problèmes auxquels nos concitoyens doivent aujourd'hui faire face:

- **L'Europe et le monde changent, et nous devons en faire autant**. Des réformes sont nécessaires. Pour que l'Europe fonctionne, il nous faut donner du travail aux gens. Mais des emplois ne pourront être créés que si les entreprises opèrent dans un environnement propice. En même temps, nous devons investir davantage dans le développement des compétences et la formation. Il nous faut placer la croissance au centre de nos préoccupations. Notre ambition sociale doit se nourrir de la prospérité économique. La création de richesses est la pierre angulaire de notre modèle de solidarité sociale et de durabilité. Cela est au cœur du processus de Lisbonne. L'esprit d'entreprise et l'innovation doivent être mis au service de l'amélioration de la qualité de la vie. N'oublions jamais que l'économie est là pour servir la population et non l'inverse. C'est dans cet esprit que nous devons également interpréter le pacte de stabilité et de croissance. Cela signifie qu'il faut assurer la flexibilité nécessaire pour demeurer sur la voie de la croissance et de l'emploi tout en préservant la stabilité monétaire.

- Nous devons **relever les défis de la mondialisation**. Cela implique que nous soyons compétitifs sur des marchés mondiaux ouverts. De même faut-il diffuser la prospérité et créer des opportunités dans le monde.

- L'Union doit **se doter de ressources financières à la hauteur de ses ambitions politiques**. On ne peut pas avoir plus d'Europe pour moins d'argent, surtout si l'on veut assurer aux nouveaux États membres un degré de solidarité équivalent à ce dont ont bénéficié les régions moins développées par le passé. Toutefois, nous devons aussi pouvoir prouver aux contribuables que l'argent qu'ils confient à l'Europe est dépensé avec prudence. Nous devons veiller à promouvoir la stabilité et à investir dans la croissance. Cela implique des finances publiques en bonne santé, mais également des réseaux dignes du vingt-et-unième siècle et des services d'intérêt général fiables pour souder étroitement nos économies et notre continent.

- Les **systèmes de santé et de protection sociale doivent se préparer** au vieillissement de la population. Ces services, associés à l'éducation, doivent être davantage qu'un simple filet de sécurité.

- Notre réussite future dépendra de notre **capacité de prendre des risques, de notre aptitude au changement et de notre capacité de réformer**. Grâce à nos scientifiques, nos universités et à nos entreprises, nous devrions pouvoir rester à la pointe des technologies. Nous devons veiller à ce que des

réponses appropriées et démocratiques soient apportées au public, chez qui les nouvelles sciences suscitent des craintes compréhensibles.

- Nous devons **améliorer la qualité de la vie**. Cela suppose que des décisions soient prises dès à présent pour créer des incitations adaptées, afin de promouvoir l'utilisation d'énergies et de modes de transport plus propres. Nous devons nous montrer à la hauteur des engagements internationaux que nous avons souscrits à Kyoto et faire en sorte que nos partenaires agissent de même. Nous devons mettre en balance les décisions prises aujourd'hui et l'impact qu'elles auront demain sur la croissance, l'emploi et l'environnement, si nous voulons véritablement assurer l'avenir des générations futures.

- La **construction d'un espace de liberté, de sécurité et de justice** demeure un de nos principaux objectifs stratégiques. La Commission restera à cet égard un élément moteur, qui aide à créer les conditions nécessaires à l'élimination des frontières intérieures et au renforcement des frontières extérieures de l'Union.

- Il est aussi essentiel de promouvoir les politiques dans le domaine de l'immigration, de l'asile et de l'intégration des migrants dans notre société. Nous devons en outre mettre en œuvre le Plan d'action contre le terrorisme. Le terrorisme constitue aujourd'hui la menace la plus grave pour la liberté au sein de l'Union et dans le monde. Sur la scène mondiale, nous devons promouvoir la paix et la stabilité. Cela s'applique à la fois à nos voisins plus proches, ainsi qu'au soutien que nous donnons au rôle des institutions internationales telles que les Nations Unies. Nous devons continuer à nous focaliser sur la prévention des conflits et l'éradication de la pauvreté et des maladies, notamment en Afrique.

Telles sont les questions, parmi d'autres, qui détermineront l'orientation stratégique de notre action.

Dans chacun de ces domaines, le défi consiste à changer les attitudes, et non les valeurs.

De quelle type de Commission, l'Europe aura-t-elle besoin ?

M. le Président,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

L'Union européenne est une expérience audacieuse et sans précédent. La Commission constitue une innovation institutionnelle unique propre au parcours européen.

Une Commission forte se doit d'être ouverte. Elle doit consulter et écouter, dans le cadre d'un dialogue permanent avec la société civile, les partenaires sociaux et les régions.

Pour réaliser tous ces objectifs, la Commission est tributaire de la qualité et de l'indépendance de ses membres, ainsi que du talent et du dévouement de ses fonctionnaires.

Je puis vous assurer dès aujourd'hui que je suis déterminé à présider une Commission qui travaillera en équipe et associera à la diversité des talents et des compétences ce que les traditions nationales ont produit de meilleur ; une Commission qui devra répondre aux plus hauts critères d'excellence de la vie publique.

Dans ce contexte, je tiens à ce que la prochaine Commission compte une plus grande proportion de femmes que toutes les Commissions précédentes. Nous devons faire comprendre cette nécessité au Conseil, qui partage avec moi la responsabilité de l'établissement de la liste des candidats au poste de commissaire.

J'exercerai pleinement les pouvoirs que me confère le traité en ce qui concerne le choix des futurs commissaires, la répartition des portefeuilles en début et en cours de mandat et la direction des travaux du collège.

A tout cela s'ajoute l'importance de la collégialité et de faire en sorte que ce collège de 25 membres puisse agir de manière rapide, efficace et cohérente.

Mais une chose doit être claire:

Il n'y aura pas de commissaires de premier et de second plan dans la Commission que je présiderai.

Partenariat avec le Parlement

Nous avons besoin d'une **complicité positive** entre la Commission et le Parlement dans le respect des compétences de chacune des institutions.

Je prends donc auprès de vous le ferme engagement de coopérer étroitement et en toute transparence avec le Parlement et de toujours tenir compte de vos avis, même lorsque nous serons en désaccord.

Je m'engage en particulier sur trois points:

- Premièrement, si un commissaire n'est manifestement pas à la hauteur de sa tâche, ou s'il manque aux obligations que lui impose le traité, je n'hésiterai pas à lui demander sa démission.

- Deuxièmement, je reconnais l'importance du contrôle démocratique exercé par le Parlement. Je m'emploierai donc à fournir rapidement toutes les informations nécessaires à cet effet. Je m'engage aussi à vous informer sur les documents transmis aux autres institutions, ainsi que sur les organismes consultatifs dont la Commission utilise les compétences.

- Troisièmement, je maintiendrai un dialogue régulier avec le Parlement. En plus de venir vous exposer l'état de l'Union chaque année lors de votre première session plénière, je rencontrerai à intervalles réguliers la conférence des présidents des groupes politiques.

Conclusion

M. le Président, Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Ce n'est que lorsque vous apportez votre engagement et votre soutien actifs que la Commission est la plus efficace et que l'Europe peut jouer un rôle de premier plan.

Vous êtes la voix des peuples d'Europe.

J'ai besoin de votre soutien. L'Europe a besoin d'une Commission forte, crédible et indépendante.

Je m'engage à contribuer activement à une Europe qui soit beaucoup plus qu'un simple marché ; je souhaite que l'Europe soit aussi sociale et culturelle La culture doit rester au centre de notre Partenariat pour l'Europe.

N'ayons pas peur du futur. L'avenir est entre nos mains.